



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 50 (2021)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : croissance 2022 revue à la hausse par la Banque mondiale à 3,9%
- ❖ Indonésie : reprise des ventes au détail
- ❖ Cambodge : 1 M EUR d'assistance technique française pour soutenir la réforme budgétaire

Région

Croissance confirmée à 5,1% en 2022 en Asie du Sud-Est d'après la BASD

La Banque asiatique de développement (BASD) a publié cette semaine sa dernière mise à jour du « Asian Development Outlook » pour l'année 2021. Par rapport à l'édition de septembre, les prévisions de croissance pour l'Asie du Sud-Est ont été réduites de 0,1 pt en 2021 (+3,0%) et relevées de 0,1 pt en 2022 (+5,1%), reflétant notamment la mauvaise performance du PIB au Vietnam et en Malaisie au T3 de cette année. Par pays, la BASD révisé à la baisse la croissance prévue en 2021 en Malaisie (-0,9 pt) et au Vietnam (-1,8 pt), tandis qu'elle revoit à la hausse la croissance prévue en Thaïlande (+0,2 pt), à Singapour (+0,4 pt) et aux Philippines (+0,6 pt). Pour ce qui concerne l'inflation, la BASD ne prévoit pas de hausse préoccupante à court terme et mise sur une inflation moyenne de 2,7% en 2022. Elle relève néanmoins l'apparition de pressions inflationnistes aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande. Sur le plan sanitaire, bien que l'épidémie soit en forte régression depuis l'été, la BASD alerte sur le risque de nouvelles vagues, compte-tenu de la situation récente en Europe et du nouveau variant Omicron.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

7 Md\$

Investissement annoncé par Intel en Malaisie pour une nouvelle unité de packaging et de tests de puces électroniques

GDP growth rate and inflation, %

	GDP growth				
	2020	2021		2022	
		September Update	December ADOS	September Update	December ADOS
Developing Asia	-0.1	7.1	7.0	5.4	5.3
Central Asia	-1.9	4.1	4.7	4.2	4.4
Kazakhstan	-2.6	3.4	3.7	3.7	3.9
East Asia	1.8	7.6	7.5	5.1	5.0
Hong Kong, China	-6.1	6.2	6.4	3.4	3.4
People's Republic of China	2.3	8.1	8.0	5.5	5.3
Republic of Korea	-0.9	4.0	4.0	3.1	3.1
Taipei, China	3.1	6.2	6.2	3.0	3.0
South Asia	-5.6	8.8	8.6	7.0	7.0
India	-7.3	10.0	9.7	7.5	7.5
Southeast Asia	-4.0	3.1	3.0	5.0	5.1
Indonesia	-2.1	3.5	3.5	4.8	5.0
Malaysia	-5.6	4.7	3.8	6.1	5.9
Philippines	-9.6	4.5	5.1	5.5	6.0
Singapore	-5.4	6.5	6.9	4.1	4.1
Thailand	-6.1	0.8	1.0	3.9	4.0
Viet Nam	2.9	3.8	2.0	6.5	6.5
The Pacific	-5.3	-0.6	-0.6	4.8	4.7

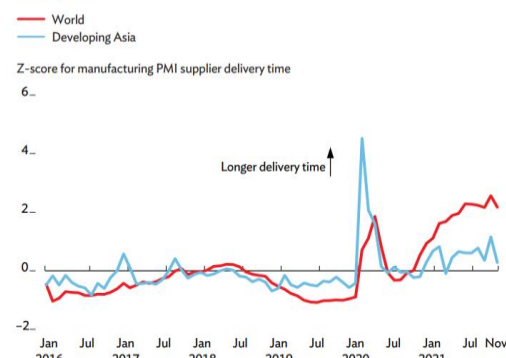
ADO = Asian Development Outlook, ADOS = ADO Supplement, GDP = gross domestic product.

Retards de livraison et inflation moindres en Asie que dans le reste du monde

D'après la BAsD à partir des chiffres de l'enquête de conjoncture auprès des directeurs d'achat (indice PMI), l'Asie en développement serait comparativement moins affectée que la reste du monde par les problèmes d'approvisionnement provoqués par la hausse de la demande mondiale, les tensions sur le transport de marchandises et les pénuries de semi-conducteurs. Au terme d'une régression transversale entre pays, la BAsD relève une corrélation positive entre l'allongement des délais de livraison et la hausse de l'inflation, notamment aux États-Unis et en Europe. Cette corrélation expliquerait en partie la plus faible inflation observée actuellement dans les pays asiatiques en développement. À titre d'illustration, l'inflation en glissement annuel aux États-Unis, dans la zone euro et au sein de l'ASEAN-6 (ID, MY, PH, SG, TH, VN) était en octobre de respectivement 6,2%, 4,1% et 2,8%.

Figure 5 Supplier delivery time

Supply disruption as measured by increased delivery time has been less severe in developing Asia.



PMI = purchasing managers' index.

Note: Z-scores measure how many standard deviations the index is above or below the mean. Developing Asia line plots the weighted average for India; Indonesia; Malaysia; Myanmar; the Philippines; the People's Republic of China; the Republic of Korea; Taipei, China; Thailand; and Viet Nam.

Source: IHS Markit (accessed 2 December 2021).

Tournée régionale écourtée du secrétaire d'Etat américain

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a écourté sa tournée en Asie du Sud-Est en raison de la détection d'un cas de COVID-19 au sein de sa délégation. Sa visite dans la région, prévue du 13 au 16 décembre, avait pour objectif de renforcer les liens entre les États-Unis et ses partenaires asiatiques. Mardi à Jakarta, il a présenté une stratégie visant à développer les alliances dans la région indo-pacifique, proposant notamment d'approfondir la coopération en matière de défense et de renseignement. Il s'est également prononcé sur la situation en Birmanie, Washington envisageant de nouvelles mesures à l'encontre de la junte militaire birmane et l'organisation d'un sommet dédié à la résolution de cette crise avec les pays de l'ASEAN en 2022. Blinken s'est ensuite rendu à Kuala Lumpur, où il a rencontré le Premier ministre. Finalement annulée, la troisième et dernière étape de sa visite, à Bangkok, devait notamment porter sur la coopération dans le domaine médical et pharmaceutique.

Indonésie

Reprise des ventes au détail, qui retrouvent leur niveau pré-variant Delta

L'indice de vente au détail (IPR), calculé par Bank Indonesia pour mesurer la confiance des distributeurs, a atteint 199,7 en novembre 2021 (+10,1% en glissement annuel), soit la valeur la plus élevée depuis mai 2021 (227,5), mois précédant la résurgence épidémique due à l'apparition du variant Delta dans l'archipel. L'augmentation de l'IPR en novembre est principalement portée par les ventes de carburants (IPR de 98,8, soit +34,9% en glissement mensuel), et l'alimentation, les boissons et le tabac (IPR de 260,4, soit +17,5%). La hausse de l'indice de vente au détail témoigne de la reprise continue de la consommation domestique dans l'archipel (+5,2% en g.a. en octobre), en lien avec l'allègement des mesures d'urgence et de restrictions sur les déplacements (PPKM), et le décaissement des fonds du programme de redressement économique national (PEN). L'indice demeure néanmoins inférieur au niveau pré-pandémique, habituellement supérieur à 200.

Excédent commercial de 34,3 Mds USD depuis le début de l'année

Le surplus de la balance commerciale demeure élevé au mois de novembre (3,5 Mds USD, 34,3 Mds depuis le début de l'année), malgré une diminution de 38,9% par rapport à octobre 2021. Les exportations atteignent 22,8 Mds USD (+3,7% en g.a.) et restent dominées par les combustibles

minéraux, dont le charbon (4,1 Mds USD, +4,9%), les graisses et les huiles animales et végétales, dont l'huile de palme (2,5 Mds USD, -24,2%), le fer et l'acier (2 Mds USD, -12,1%) et les machines et appareils électriques (1,1 Md USD, +12,1%). La diminution de l'excédent de la balance commerciale s'explique principalement par l'augmentation des importations (+18,6% en g.a.), en lien avec la reprise de la consommation domestique. En novembre 2021, les principaux postes d'importation sont les machines et appareils mécaniques (2,6 Mds USD, soit +18,9%) et électriques (2,1 Mds USD, +25,6%), le pétrole raffiné (2 Mds USD, +61,9%) et les produits plastiques (1 Md USD, +19%).

Augmentation des droits d'accise sur le tabac de 12% en moyenne à partir du 1^{er} janvier 2022

Le président de la République et le ministère de coordination des Affaires économiques ont approuvé le projet d'augmentation des droits d'accise sur le tabac de 12% en moyenne en 2022 porté par le ministère des Finances. L'augmentation des droits d'accise pour les cigarettes kretek (aromatisées aux clous de girofle) roulées à la main est limitée à 4,5%, afin de modérer l'impact de la mesure sur les ménages les plus modestes. Selon le ministère des Finances, le tabac constitue derrière le riz le deuxième plus gros poste de consommation des ménages pauvres (environ 11% des dépenses totales). L'augmentation des droits d'accise soutiendra l'objectif de croissance des recettes publiques de la loi de finances 2022 et s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale de contrôle du tabagisme, notamment chez les plus jeunes. Le plan de développement à moyen terme (RPJMN) 2020-2024 prévoit la réduction de la prévalence du tabagisme chez les 10-18 ans à 8,7% d'ici 2024, contre 9,1% en 2018.

Malaisie

Vers une reprise au 4^{ème} trimestre

Les statistiques complètes sur le 4^{ème} trimestre ne seront pas connues avant mi-février, mais les signes d'une reprise de l'économie se multiplient malgré les effets persistants de l'épidémie de COVID-19. La production industrielle a progressé de 5,5% en octobre, accentuant la tendance constatée depuis août. Le commerce extérieur a crû de 3,25%, dépassant ses niveaux d'avant crise et dégageant un excédent historiquement élevé (242 Mds MYR soit 57 Mds USD depuis le début de l'année), alors que le commerce intérieur a progressé lui aussi de 5,5%. Et même si le chiffre peine à rendre précisément compte de la situation des plus précaires, le chômage baisse à 3,4%, son niveau d'avant crise. Enfin, l'indice de confiance des directeurs d'achat (PMI) s'établit à 52,3 en novembre, en légère progression. On s'attend donc à une croissance du PIB comprise entre 3 et 3,5% en 2021, après une forte baisse au 3^{ème} trimestre.

Le retour du dossier de l'huile de palme ?

Les cours historiquement élevés ont fait oublier cet irritant commercial. 2022, peut-être année électorale, devrait en tout cas voir revenir sur le devant de la scène le dossier de l'huile de palme. De fait, le groupe spécial de l'OMC devant se prononcer sur le recours de la Malaisie contre les mesures européennes (directive RED II) et française rendra ses conclusions fin janvier 2022. En attendant, le ministre des affaires étrangères (Saifuddin Abdullah) a mis en cause les campagnes contre l'huile de palme en Europe ou, dans la foulée, la ministre des Plantations industrielles et des produits de base (Zuraida Kamaruddin) a annoncé travailler avec un institut de recherche pour prouver que l'huile de palme n'est pas nocive pour la santé ou que le gouvernement réserve 3 Md MYR (700 M USD) pour la recherche sur l'agrodiesel et les l'agrocarburant d'aviation.

Un budget adopté avec dépenses et déficit en hausse

Lundi 13 décembre, le parlement malaisien a adopté le volet dépenses du projet de budget pour 2022, achevant ainsi le processus parlementaire. Pour 2022, les recettes représenteront 234 Mds MYR (55,5 Mds USD) – en baisse de 11,5% par rapport au dernier budget d'avant crise (2019) – alors que les dépenses sont affichées à 332 Mds MYR (78,7 Mds USD), le plus haut niveau jamais atteint (+5% par rapport à 2019). Le déficit budgétaire s'établit donc à 6% du PIB contre 6,5% attendus en 2021 (et 3,4% en 2019). Sans surprise, le budget adopté est marginalement différent de la proposition du gouvernement. Point notable, les recettes fiscales tomberaient à 10,5% du PIB alors que les recettes pétrolières représenteraient elles 4,7% du PIB. L'évolution de la croissance du PIB comme des cours du pétrole sera donc suivie avec attention en 2022.

Singapour

Après le Royaume-Uni, Singapour annonce un Digital Economy Agreement avec la Corée du Sud

Singapour et la Corée du Sud ont annoncé le 15 décembre la conclusion des négociations relatives à l'adoption d'un Digital Economy Agreement (DEA) entre les deux pays, le Korea-Singapore Digital Partnership Agreement (KSDPA), à l'occasion de la visite à Singapour du ministre sud-coréen du Commerce, Yeo Han-Koo. Il s'agit du 4^{ème} DEA négocié par Singapour, le 1^{er} avec un autre pays asiatique, après le Digital Economy Partnership Agreement (DEPA) avec le Chili et la Nouvelle-Zélande, le DEA Singapour-Australie et celui avec le Royaume-Uni (UKSDEA), dont la conclusion des négociations a été annoncée la semaine passée à l'occasion de la visite à Londres de S Iswaran. L'objectif de ces accords est de contribuer au développement du commerce numérique et d'engager des coopérations dans les domaines de l'économie numérique.

Marché du travail : baisse continue de l'emploi chez les non-résidents

Le ministère du Travail (MOM) a publié son rapport sur la situation du marché du travail au T3. La perte nette d'emplois au T3 (-2 400) s'explique essentiellement par la hausse de l'emploi des résidents (+19 100), l'emploi des étrangers continuant de diminuer au même rythme qu'auparavant (-21 500 après -21 100 au T2). Le nombre de postes vacants atteint un chiffre record à fin septembre (98 700), étant précisé que 38% des postes vacants concernent des secteurs dépendant de la main d'œuvre étrangère (industrie, construction, restauration). Malgré ces mauvais chiffres, la communication officielle se veut rassurante : la perte nette d'emplois reste inférieure à celle du T2 (-16 300) tandis qu'un retour à la normale est attendu une fois les restrictions aux frontières levées.

Nouvelles obligations de reporting climatique à partir de 2023

Le régulateur des marchés financiers, SGX RegCo, a annoncé le 15 décembre l'introduction d'une obligation de reporting climatique pour les sociétés cotées, conformément aux recommandations de la TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures). À partir de 2022, les sociétés cotées à la bourse de Singapour (SGX) devront intégrer à leur rapport extra-financier un rapport climatique ou justifier de leur absence, le cas échéant. Ce reporting climatique sera rendu obligatoire pour les sociétés exerçant dans les secteurs i) de la finance, ii) de l'agriculture, de l'alimentation, de l'agroforesterie et iii) de l'énergie à compter de l'année fiscale 2023. Seront également assujetties à cette obligation les sociétés du iv) secteur du bâtiment et des matériaux de construction ainsi que celles dans les transports (v), à compter de l'exercice 2024. Dès 2022, toutes les sociétés cotées sur SGX devront par ailleurs soumettre leur reporting extra-financier à un audit interne, le publier avec leur rapport annuel, former leurs directeurs au développement durable et appliquer une politique de diversité au sein de leur conseil d'administration.

Vietnam

Révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB à 2%

La Banque asiatique de développement (BAsD) a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB du Vietnam à 2% pour 2021 en raison de la forte contraction du PIB enregistrée au troisième trimestre de l'année et de la poursuite de l'épidémie de COVID-19. Le PIB du Vietnam a en effet annoncé une baisse de 6,2% au T3, ce qui a contribué à un taux de croissance du PIB historiquement bas de 1,4% au cours des 9 premiers mois de l'année.

Accord de restructuration de la flotte Vietnam Airlines avec ALC

Selon son PDG, Vietnam Airlines pourrait subir une perte de 562 M USD en 2021. La compagnie aérienne nationale prévoit de vendre 15 avions ce mois-ci et 12 autres au cours des 2 prochaines années dans le but de réduire sa flotte et d'accélérer sa modernisation. Par ailleurs, Vietnam Airlines vient de conclure avec la société américaine Air Lease Corporation (ALC) un accord de restructuration de sa flotte qui lui permettra de réduire de 420 M USD le montant des contrats de location en cours et d'annuler des contrats déjà signés d'un montant de 600 M USD.

Lancement de la construction de la centrale thermique Quang Trach 1

Les travaux de construction de la centrale thermique Quang Trach 1 ont officiellement commencé dans la province de Quang Binh. Il s'agit du premier projet électrique du groupe Electricité du Vietnam (EVN) dont les investissements (1,8 Md USD) proviennent de banques nationales sans garanties gouvernementales. La centrale thermique, qui sera mise en fonction en 2025, pourrait fournir 8,4 Mds kWh par an.

Thaïlande

Banque mondiale : prévisions de croissance revues à la hausse pour 2022

Dans son dernier rapport sur la situation économique de la Thaïlande, la Banque mondiale maintient sa prévision de croissance à 1% pour 2021 du fait de l'impact sur l'économie du durcissement des restrictions sanitaires pour endiguer la troisième vague épidémique. Pour mémoire, l'économie thaïlandaise est de nouveau entrée en légère récession au troisième trimestre (-0,3% en glissement annuel). Pour 2022, la Banque mondiale revoit à la hausse ses prévisions de croissance (3,9% contre 3,6% en septembre dernier), en lien avec l'accélération du taux de vaccination et la réouverture depuis le 1^{er} novembre du pays au tourisme international (arrivées touristiques prévues à 7 M en 2022 contre 1,7 M dans ses projections de septembre, et jusqu'à 23 M en 2023), anticipant ainsi un retour du PIB à son niveau pré-pandémie d'ici la fin 2022 contre 2023 précédemment. La Banque mondiale insiste néanmoins sur certains risques baissiers, en particulier celui émanant du variant Omicron qui pourrait de nouveau handicaper la croissance en cas de nouvelles mesures de confinement et de fermeture des frontières en Thaïlande (scénario à -0,3% en 2022).

Hausse de l'indice de confiance des consommateurs en novembre

L'indice de confiance des consommateurs mesuré par l'Université de la chambre de commerce thaïlandaise a atteint en novembre son plus haut niveau sur les 7 derniers mois. Ce regain de confiance s'explique surtout par la diminution de nombres d'infections au COVID-19 (environ 3000 cas par jour) et la réouverture du pays au tourisme international qui devrait stimuler l'activité économique. L'indice se hisse à 44,9 après 43,9 en octobre.

Philippines

Service public: autorisation d'une pleine propriété étrangères dans certains secteurs

Le Sénat a approuvé en troisième et dernière lecture, le 15 décembre, des amendements à la loi sur les services publics, vieille de 85 ans. Cet amendement, s'il était voté d'ici février (dernière session parlementaire avant le début de la réserve électorale), autoriserait une propriété étrangère à 100% dans les secteurs des télécommunications, de la livraison domestique, des transports aériens, des chemins de fer et des métros. Actuellement, en vertu de la Constitution, seules les sociétés détenues à 60% par des Philippins se voient accorder la franchise et l'autorisation d'opérer en tant que service public. Cet amendement aiderait le pays à se remettre de l'impact de la crise liée au COVID-19 en dynamisant la concurrence et en mobilisant davantage de capitaux étrangers.

Révision à la hausse des prévisions de croissance par la BASD

La Banque Asiatique de développement (BASD) a relevé ses prévisions de croissance aux Philippines pour cette année et pour 2022, dans un contexte d'intensification de la campagne de vaccination contre le coronavirus (37% de la population éligible est complètement vaccinée) et d'une chute du nombre de nouveaux cas. Le prêteur multilatéral a déclaré qu'il s'attend désormais à ce que le PIB des Philippines augmente de 5,1% cette année, ce qui dépasserait l'objectif de 4 à 5 % du gouvernement. Pour 2022, le PIB devrait augmenter de 6 % selon la BASD, cette prévision est en deçà de l'objectif de 7 à 9 % du gouvernement.

Cambodge

1 M EUR d'assistance technique française pour soutenir la réforme budgétaire

Un financement FEXTE de 1 M EUR (1,1 M USD) en provenance de la Direction générale du Trésor pour une assistance technique sur la deuxième phase de la réforme budgétaire au Cambodge a été signé le mercredi 15 décembre par le ministère de l'Economie et des Finances, l'AFD et Expertise France. Cette coopération permettra d'accompagner la modernisation de la gestion budgétaire, dans une démarche s'inspirant de la LOLF. L'appui supplémentaire ainsi accordé sera essentiel pour la mise en œuvre effective de la réforme, en accompagnant la rédaction des textes d'application et le renforcement de capacité des agents concernés.

Le Cambodge parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique

Selon les Nations Unies, le Cambodge fait partie des pays les plus vulnérables au changement climatique. Cette vulnérabilité fragilise son économie et sa population, la grande majorité de la population dépendant encore de l'agriculture et de l'élevage pour sa subsistance. Les effets du changement climatique auront également un impact durable sur l'économie du Royaume, avec une réduction sensible de sa croissance d'ici 2050.

Prévision de croissance à 2,2% selon la Banque mondiale

La Banque mondiale prévoit une reprise limitée à 2,2% pour le Cambodge cette année, en raison essentiellement du marasme du tourisme et d'un moindre dynamisme de la construction et de l'immobilier. La croissance devrait remonter à 4,5% en 2022, mais toute nouvelle propagation du coronavirus pourrait menacer la reprise. La Banque recommande plusieurs réformes, notamment une plus grande clarté des réglementations concernant la « nouvelle normalité », un soutien public au secteur du tourisme et aux ménages défavorisés, ainsi que la publication rapide des décrets

d'application de la loi sur l'investissement promulguée le 15 octobre.

Laos

788 entreprises autorisées à investir pour un total de 15,9 Mds USD entre 2016 et 2021

De 2016 à décembre 2021, un total de 788 entreprises ont été enregistrées pour investir dans les 12 zones économiques du pays (84 sont des entreprises à capitaux 100% laotiens, 676 des entreprises étrangères et 28 des joint-ventures avec des entreprises étrangères). Elles ont contribué à créer 52 319 emplois. La valeur totale des importations et des exportations réalisées a atteint 4,7 Mds USD en 2020, dont 2,3 Mds USD d'exportations.

Birmanie

Précision des conditions du départ de Telenor

Suite au refus (non publié) du régulateur des télécommunications de valider le rachat par le libanais M1 de la filiale birmane de Telenor, une solution semble s'esquisser. En effet, le groupe Shwe Byain Phyu, qui détient des actifs dans le secteur pétrolier et des gemmes, serait en passe d'être sélectionné par le gouvernement pour acquérir 75% des parts de l'opérateur, le reste revenant à M1.

Nouvelle mesure pour réduire le recours au dollar américain

La banque centrale birmane (CBM) a autorisé le 14 décembre la banque publique Myanma Economic Bank (MEB) ainsi que la Bank Of China (BOC) et l'Industrial Commercial Bank of China à financer les opérations d'importation et d'exportation indifféremment dans les deux monnaies. Cette mesure, qui concerne les marchandises passant par le poste frontière avec la Chine de Muse (15% des échanges totaux de la Birmanie) a officiellement pour objectif de fluidifier les échanges entre les deux pays mais est avant tout destinée à réduire la dépendance du pays au dollar américain.